

PRÉFECTURE DU TARN

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LE PUBLIC

Bureau de l'environnement et du cadre de vie

**Arrêté relatif au classement du département du Tarn
en zone à risque d'exposition au plomb**

**Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1334-1 à L. 1334-6 et R. 32-8 à R. 32-12 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article L. 111-25 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures pris pour l'application de l'article R. 32-2 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 concernant le contrôle des locaux après réalisation de travaux d'urgence en vue de vérifier la suppression de l'accessibilité au plomb pris pour l'application de l'article R. 32-4 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R. 32-12 du code de la santé publique ;

Vu la circulaire interministérielle UHC/QC/18 n° 99/58 du 30 août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence contre le saturnisme ;

Vu la circulaire interministérielle DGS/SD7C/2001/27 - UHC/QC/1 n° 2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états des risques d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L. 1334-5 du code de la santé publique ;

Vu la consultation du 20 janvier 2000 du groupe de travail constitué à cet effet ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'habitat émis au cours de sa séance du 23 mars 2000 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène émis au cours de sa séance du 4 avril 2000 sur le rapport établi par la DDASS ;

Vu la saisine par le préfet des maires de chaque commune du département du Tarn, par courrier en date du 8 janvier 2002 ;

Vu la saisine par le préfet des Présidents des groupements intercommunaux du département du Tarn, compétents en matière de politique du logement, par courrier en date du 18 janvier 2002 ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes du Tarn ;

Vu les avis des organes délibérant des groupements intercommunaux précités ;

préfecture à Castres (Bureau du cadre de vie, de l'emploi et de la politique de la ville), ainsi que dans les mairies du département.

Article 4 : Lorsque l'état des risques d'accessibilité révèle la présence de revêtements contenant du plomb en concentration supérieure au seuil réglementaire, il lui est annexé une note d'information générale à destination du propriétaire de l'immeuble, conforme au modèle fixé par l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 précité, lui indiquant les risques de tels revêtements pour les occupants, ainsi que pour les personnes éventuellement amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou dans la partie d'immeuble concerné.

L'état des risques, incluant la note d'information, est communiqué par le propriétaire aux occupants de l'immeuble (ou de la partie d'immeuble concerné), ainsi qu'à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans cet immeuble (ou dans la partie d'immeuble concerné).

En outre, cet état est tenu par le propriétaire à disposition des agents ou services mentionnés à l'article L. 1421-1 du code de la santé publique, ainsi que, le cas échéant, aux inspecteurs du travail et aux agents de prévention des organismes de sécurité sociale.

Article 5 : Lorsque l'état des risques révèle une accessibilité au plomb au sens de l'article R. 32-2 de la santé publique, c'est-à-dire la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à une concentration supérieure au seuil réglementaire, le vendeur ou son mandataire en informe, après la vente dans les meilleurs délais, la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales - 69, avenue du Maréchal Foch - 81013 ALBI Cedex 9, en lui transmettant une copie de l'état des risques révélant une accessibilité au plomb, accompagnée des coordonnées complètes du propriétaire vendeur et de l'acquéreur.

Article 6 : Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état des risques n'est pas annexé aux actes visés à l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune du département du Tarn pendant une durée d'un mois à compter de sa notification. Mention du présent arrêté sera insérée dans deux journaux paraissant dans le département du Tarn.

Article 8 : Le présent arrêté sera applicable aux actes visés à l'article 2 signés à partir du 1^{er} décembre 2002.

Article 9 : Toute personne qui dérogerait aux principes visés par le présent arrêté s'expose à des sanctions pénales en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 10 : Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification ou de sa publication.